

## L'art de ménager la chèvre et le chou

### La politique tchadienne de François Mitterrand

**L**ES premiers pas de la gauche française en Afrique furent d'autant plus euphoriques que l'image de M. Giscard d'Estaing au sud du Sahara était, à tort ou à raison, gravement altérée. Crise politique, bien sûr, mais plus encore crise « morale » au sens où Serge July l'entendait dans un éditorial célèbre pour expliquer le changement survenu au soir du 10 mai 1981. La victoire de François Mitterrand était peut-être avant tout le rejet d'un certain style politique ; dans ce style l'Afrique entraînait pour beaucoup, Béchir Ben Yahmed n'hésitant pas à dire que M. Giscard d'Estaing avait contracté le « mal africain » (1). La gauche, une large fraction de la presse parisienne, de nombreux Africains dénonçaient de manière acerbe le mercantilisme, l'interventionnisme, le cynisme, les compromissions de la politique subsaharienne de M. Giscard d'Estaing et le comportement intime de celui-ci au cours de séjours trop personnalisés pour ne pas être sujets à interrogations. Au milieu de l'été, les « stratèges africains » de M. Mitterrand pouvaient encore affirmer : « *Ni sur le fond ni sur la forme il ne peut y avoir de dénominateur commun avec la politique de faillite de l'ancien régime* » (2).

Le sentiment de rupture, indéniable en France même, était

\* Nous avons emprunté l'introduction de cet article et quelques passages plus courts au livre de J.-F. Bayart, *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984.

(1) B. Ben Yahmed, « Giscard et le "mal" », *Jeune Afrique*, 20 mai 1981, pp. 18-19. (2) Propos rapportés par *l'Express*, 14 août 1981.

amplifié par les différentes composantes de l'opinion africaine. Sur un continent auquel le politique ne sourit que rarement, l'alternance, chez une nation dont le passé révolutionnaire est communément valorisé, revêtit des résonances profondes. Beaucoup d'Africains vécurent la démocratie par France interposée et dans maintes capitales le triomphe du suffrage universel fut spontanément fêté par une foule en liesse. La promesse d'une condition autre, par le seul des candidats qui ait eu quelques paroles heureuses sur le « Sud », était indissociable de promesse d'une autre politique envers le Tiers monde, et en particulier l'Afrique. Comme le disait Julia Ficatier dans *La Croix*, « *L'Afrique attend beaucoup de François Mitterrand* », et elle ajoutait : « *Puisse le nouveau président de la République ne pas décevoir son attente !* » (3).

Or, les désillusions survinrent assez vite. Dans beaucoup de domaines, la *Realpolitik* l'emportait, la continuité prenait le pas sur le changement, à tel point que K. Whiteman, tout en portant sur la politique africaine de la gauche française un jugement relativement nuancé, citait malicieusement le vieux proverbe français « plus ça change, plus c'est la même chose », pour résumer son propos sur l'action mitterrandidiste en Afrique (4). En effet, si l'on excepte le cas du Sénégal, ce sont finalement les régimes patrimonialistes (5) les plus éloignés d'une conception de la *res publica*, les moins institutionnalisés, les plus identifiés à une personnalité dominante, souvent les plus prédateurs et les plus répressifs à l'égard de leurs sociétés respectives, qui se sont imposés comme les grands bénéficiaires de la politique africaine de M. Mitterrand. Cela n'est pas grave en soi en ce qui concerne la Côte-d'Ivoire, car M. Houphouët-Boigny encourt moins que d'autres cette accusation et peut se targuer d'un bilan appréciable. Cela est inquiétant, par contre, dans le cas de régimes moins responsables, comme ceux de MM. Mobutu et Eyadema. De plus, la gauche a laissé la question politique, au sens plein du terme, des droits de l'homme et de la démocratie sur le continent s'étioler en humanitarisme feutré tissé d'interventions discrètes et ponctuelles « au plus haut niveau » (le style Nucci est à cet égard nettement différent de celui de Jean-Pierre Cot), alors que l'attitude française à l'égard de l'Afrique du Sud semble moins ferme que certains l'auraient souhaité.

Contrairement à ce qu'espérait Julia Ficatier, François Mitterrand a donc déçu l'attente d'une certaine Afrique. Peut-on dire, cependant, que la politique spécifiquement tchadienne de la

(3) *La Croix*, 24-25 mai 1981.

(4) K. Whiteman, « President Mitterrand and Africa », *African Affairs*, 82 (328), juil. 1983.

(5) Sur la notion de régime patrimonialiste, cf. J.-F. Bayart, « Les sociétés africaines face à l'État », *Pouvoirs* 25, avr. 1983, pp. 31 et suiv.

France socialiste a contribué à créer ce climat de désillusions et de déceptions ? Si l'on se réfère à une déclaration de Goukouni Weddeye, suggérant, en mai 1981, « *qu'avec l'arrivée de M. Mitterrand le problème tchadien trouvera une solution définitive* » (6), la réponse à cette question devrait être affirmative. Cependant, si l'on tient compte de toutes les données qui ont influencé les décisions « tchadiennes » du Président français, un jugement plus nuancé s'impose.

### Un succès initial : le départ des Libyens

Notons d'abord qu'en mai 1981 la France n'était guère en situation avantageuse au Tchad. Depuis un an, elle était physiquement — et même diplomatiquement — absente de son ancienne colonie, alors que les Libyens étaient dans la place, et cela massivement, par la présence d'une armée de plus de 10 000 hommes appelés en renfort par Goukouni Weddeye pour chasser son adversaire Hissène Habré de N'Djamena. A ce premier handicap s'en ajoutait un autre : l'équipe africaine de M. Mitterrand avait du mal à se former une opinion précise sur le problème tchadien car les hommes de confiance de l'ancien président avaient emporté l'essentiel des dossiers (7), alors que les socialistes français n'entretenaient pas de relations suivies avec les « tendances » au pouvoir à N'Djamena, et notamment avec celles issues du FROLINAT. Seul, parmi leurs amis, le Parti socialiste et ouvrier espagnol jouissait de la confiance du président Goukouni, et c'est par la « filière espagnole » que le gouvernement français a dû passer pour se familiariser avec le dossier brûlant du Tchad.

Assez vite, cependant, une politique se dégage. D'une part, la France, à la suite de l'OUA, prend fait et cause pour le GUNT. Comme l'explique Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la Coopération :

*« Nous avons constaté en arrivant au pouvoir qu'il y avait un gouvernement tchadien (...) qui paraissait être l'expression authentique de l'unité tchadienne dans toutes ses composantes, que ce gouvernement avait reçu l'appui, la réinvestiture si j'ose dire, du sommet de l'OUA à Nairobi »* (8).

(6) AFP, *Bulletin d'Afrique*, 9 juin 1981.

(7) *Manifeste pour l'unité et la Paix au Tchad*, N'Djamena, CAPU, 25 janv. 1982, p. 15.

(8) *Le Matin*, 3 nov. 1981. Le sommet de l'OUA eut lieu en juin 1981.

De plus, par des contacts directs avec Goukouni Weddeye et Ahmat Acyl, son ministre des Affaires étrangères, les responsables français acquièrent la conviction que leurs homologues tchadiens, contrairement à ce que l'on croit souvent, ne souhaitent pas prolonger outre mesure la présence libyenne dans leur pays, souhait qui se trouve en parfait accord avec les vœux de l'équipe de Mitterrand. A partir de l'été 1981, la France s'efforce donc de pousser à la roue, de mettre les Africains devant leurs responsabilités pour que ceux-ci mettent en place une force armée interafricaine permettant la relève du corps expéditionnaire libyen, comme ils l'ont promis à Nairobi. En même temps, la France applique à l'égard de la Libye une politique de fermeté qui se base, entre autres, sur l'analyse suivante :

*« Tripoli vient d'être désigné comme lieu du prochain sommet de l'OUA, qui doit s'y réunir pendant l'été 1982. Le colonel Kadhafi souhaite présider l'organisation. Nous prenons le pari qu'il se tiendra bien pendant l'année à venir et évitera de compromettre, par des actions inconsidérées, une ambition au demeurant légitime. Les données d'une politique ferme et cohérente à l'égard de la Libye sont ainsi réunies » (9).*

Fin octobre, le film des événements s'accélère. Depuis Cancun, M. Mitterrand demande, assez dramatiquement, l'envoi rapide de la force interafricaine au Tchad, faisant parvenir en même temps des armes au GUNT. Quelques jours plus tard, le président Goukouni demande officiellement le retrait des troupes libyennes, ce que le colonel Kadhafi, à la surprise générale, accepte aussitôt. Coïncidant avec la tenue à Paris de la première conférence des chefs d'État de France et d'Afrique à laquelle participe M. Mitterrand (3-4 novembre), la nouvelle fait sensation et confère aux premiers pas africains de celui-ci un lustre qui contraste remarquablement avec les déboires tchadiens de M. Giscard d'Estaing. Même si l'on admet que les pressions françaises n'ont été qu'un facteur parmi d'autres qui ont amené le guide de la révolution libyenne à se retirer — temporairement — du jeu tchadien, et que d'autres considérations ont probablement compté davantage, M. Mitterrand s'est néanmoins taillé un beau succès en contribuant de façon décisive à l'accélération du processus (10).

(9) J.-P. Cot, *A l'épreuve du pouvoir : Le tiers-mondisme, pour quoi faire ?*, Paris, Le Seuil, 1984, p. 144.

(10) Les causes véritables du retrait libyen restent à élucider, ainsi que les quelques « mystères » qui ont entouré

l'événement. Des questions se posent en effet, comme par exemple celle relative au coup d'État que le colonel Kadhafi aurait tenté de provoquer à N'Djamena pour remplacer le président G. Weddeye par Ahmat Acyl, ou celle relative aux fausses

## Une victoire à la Pyrrhus ?

---

Aujourd'hui, avec le recul du temps, on est tenté de conclure, cependant, que le succès initial de M. Mitterrand n'a finalement été qu'une victoire à la Pyrrhus. Dès le 6 novembre, l'AFP citait les propos — prophétiques — d'un jeune enseignant tchadien qui jugeait la situation de la façon suivante :

*« En évacuant le Tchad, la Libye fait un pied de nez à la France. Si les Tchadiens sont aujourd'hui tout nus face à eux-mêmes, la France l'est aussi. Elle ne peut plus se dérober. Elle doit s'engager à fond dans l'action au Tchad sinon c'est la guerre qui risque de surgir dans notre pays » (11).*

Or, en vertu de sa doctrine non interventionniste (« pas d'opérations Barracuda de gauche »), l'équipe de M. Mitterrand n'était nullement décidée à « s'engager à fond dans l'action au Tchad » ; elle pensait d'ailleurs très vraisemblablement qu'elle ne serait pas sollicitée de le faire.

Malheureusement, cette analyse se basait sur deux hypothèses qui semblaient fondées à l'époque, mais qui se sont révélées erronées par la suite. La première erreur a été de surestimer les capacités du GUNT de gouverner le Tchad et de maintenir l'unité de la coalition au pouvoir. Incontestablement, Goukouni Weddeye, au cours de l'été 1981, a fait bonne impression auprès de l'équipe présidentielle française, impression reflétée par la presse hexagonale qui a été presque unanime à présenter le Président tchadien comme un véritable homme d'État, capable de tenir la barre. Or, le GUNT, livré à lui-même après le départ des Libyens, a rapidement succombé à ses conflits internes et a fait montre d'une incroyable carence, certains de ses membres se révélant plus soucieux de détourner un maximum d'aide en un minimum de temps que d'organiser, par la création d'une armée nationale enfin intégrée, la défense d'un régime encore combien fragile. Certains Tchadiens, dont Ahmat Acyl, avaient d'ailleurs déjà averti l'opinion publique qu'il ne fallait pas trop compter sur les capacités de survie du GUNT :

*« On fait semblant, à l'OUA et à Paris, de croire que le GUNT est un gouvernement, alors qu'il s'agit d'un modus vivendi de chefs de partisans. C'est du folklore. Pour les Tchadiens, c'est une réunion de fantômes » (12).*

nouvelles qui ont été publiées dans la presse française au sujet de ce coup d'État supposé. Dans le cadre limité de cet article nous ne pouvons que les signaler.

(11) AFP, *Bulletin d'Afrique*, 6 nov. 1981.

(12) *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 13 nov. 1981.

La deuxième erreur a été de sous-estimer les atouts détenus par les FAN de Hissène Habré, trop vite considéré comme un homme « politiquement mort ». Fort de l'unité de son mouvement, de ses capacités considérables sur le plan de l'organisation et aussi de certaines aides étrangères accumulées tout au long de l'année 1981, M. Habré, à partir de son sanctuaire soudanais, a relancé son offensive militaire quinze jours à peine après le départ des Libyens. Bien que numériquement inférieures aux forces adverses, les FAN ont balayé en quelques mois tout ce qui se trouvait sur leur route, faisant leur rentrée à N'Djamena dès le 7 juin 1982.

Étant donné la déconfiture rapide du GUNT, étant donné surtout que personne, ni la France, ni la Force interafricaine (FIA) n'a véritablement défendu Goukouni, comme l'avaient fait les Libyens qui ont laissé en un an au moins 300 hommes sur le champ de bataille, on peut se demander quelles garanties le Président tchadien avait obtenues avant de demander le retrait des troupes du colonel Kadhafi ? Ou, pour poser la même question en termes plus crus : est-ce que Goukouni a été trahi et, le cas échéant, par qui ? Autant que l'on sache aujourd'hui, si Goukouni a été trahi, ce n'est pas par la France. Il semble bien que François Mitterrand n'ait jamais promis plus qu'une aide matérielle et militaire, qui devait en partie passer par la FIA, et qu'il n'ait jamais été question d'aller au-delà, c'est-à-dire d'engager directement des troupes françaises. Goukouni lui-même a d'ailleurs confirmé ce point dans une interview enregistrée le 3 avril 1982 :

*« Quant au gouvernement de François Mitterrand, il ne nous a, jusqu'à présent, jamais déçu. Il n'a pas pris d'engagement qu'il n'ait pas tenu (...). Il n'a jamais été dans notre intention de faire appel à une intervention militaire française proprement dite » (13).*

Plus ambigu, par contre, a été le rôle de l'OUA et de sa force de maintien de la paix. Goukouni lui-même a clairement laissé entendre qu'il avait fait l'objet de très fortes pressions, à la réunion de l'OUA en juin 1981, pour qu'il réclame le départ des Libyens et qu'en contrepartie la FIA devait assurer la défense de son gouvernement, promesses qui lui auraient été confirmées au sommet franco-africain de Paris en novembre (14). Nous ne pouvons ni confirmer ni infirmer cette assertion, mais on peut constater toutefois que les trois pays participant à la FIA (Nigeria, Séné-

(13) *Afrique-Asie* 264, 26 avr. 1982, p. 35.

(14) *Le Figaro*, 19 fév. 1982.

gal, Zaïre) n'ont jamais caché leurs sympathies pour Hissène Habré, à l'exception peut-être du Nigeria, et que, tout en étant chargée de maintenir la paix civile au Tchad, la FIA n'a pas tiré une seule cartouche tout au long de sa mission alors que la bataille faisait rage autour d'elle. Il se peut donc qu'il y ait eu, à ce niveau, des complicités en faveur des FAN.

Différent encore a été le jeu subtil des États-Unis et du Soudan qui, tout au long de 1981, avaient aidé Hissène Habré à reconstituer et à armer ses troupes. D'après certaines sources, la France s'était engagée, en novembre 1981, à convaincre ces deux pays de mettre fin à leur appui aux FAN, et il semble bien qu'elle y soit en partie parvenue (15). Aussi bien le président Nimeiry (16) que quelques hauts fonctionnaires américains (17) ont juré, la main sur le cœur, avoir conseillé à Habré de ne pas reprendre les hostilités, conseil assorti d'un arrêt temporaire de toute aide militaire. Déclarations sincères ou hypocrisie ? Quelques indices nous permettent de penser que les protecteurs de Habré lui ont effectivement coupé les vivres pendant quelques mois (fin 1981-début 1982) et que les FAN ont en quelque sorte « roulé » tout le monde, en roulant pour elles-mêmes et toutes seules. Si Goukouni a été « trahi », c'est donc avant tout par Habré (qui, lui, n'avait rien promis) ainsi que par lui-même et par son propre entourage.

### Mitterrand face à Habré

---

Si la France s'était donc conduite de façon « correcte », elle se trouvait néanmoins en juin 1982 en bien mauvaise posture, ayant parié jusqu'à la fin sur le mauvais cheval et se trouvant obligée de s'entendre avec un nouveau dirigeant qu'elle connaissait mal et qui ne lui devait rien. Or, M. Mitterrand n'a pas perdu de temps pour regagner le terrain perdu. Dès le 9 juin, deux jours après la chute de N'Djamena, il déclara, en effet, que la France n'avait pas vocation de se mêler « des conflits intérieurs de l'Afrique » et qu'elle était disposée à participer à la reconstruction de la capitale tchadienne (18), déclaration que Hissène Habré, le lendemain, jugea « positive », tout en décochant quelques flèches au

(15) C. Batch, « La "solution africaine" : nouvelle chance pour le Tchad ? », *Le Monde diplomatique*, déc. 1981.

(16) AFP, *Bulletin d'Afrique*, 20 nov. 1981.

(17) B. Gwertman, « US vs Kadhafi : Test of wills in Chad war », *International Herald Tribune*, 20 août 1983.

(18) AFP, *Bulletin d'Afrique*, 10 juin 1982.

sujet de la politique « néo-colonialiste » que la France aurait pratiquée du temps du GUNT (19).

Des deux côtés, le ton était ainsi donné et la coopération franco-tchadienne pouvait repartir de plus belle. Fin juillet, un nouvel accord de coopération fut signé et nous avons l'impression que le gouvernement Habré, malgré ses protestations du contraire, a reçu au cours des six derniers mois de 1982 autant de subventions françaises que le GUNT au cours des six premiers mois, à l'exception cependant du domaine militaire, car M. Mitterrand contrecarra provisoirement une proposition de M. Cot de livrer des armes aux FAN (20). Certains Tchadiens, partisans du GUNT, ont tiré des événements que nous venons de décrire la conclusion qu'il y a eu deux poids et deux mesures et que le gouvernement français était au fond avec Habré. Il est vrai, en effet, qu'en 1981, la France a attendu plusieurs mois avant de reprendre son aide économique et de reconnaître le GUNT comme un interlocuteur valable, alors qu'en 1982 le virage fut pris beaucoup plus rapidement et en souplesse. Il convient de noter cependant que les circonstances n'étaient pas tout à fait les mêmes dans les deux cas, dans la mesure où le Tchad du GUNT, en 1981, subissait le handicap d'une présence libyenne plutôt voyante.

François Mitterrand semblait donc avoir surmonté assez bien le demi-échec de son soutien au GUNT. Cependant, il n'était pas au bout de ses peines. Au Tchad, au début de 1983, l'année s'annonça plutôt mal. Habré, en effet, était loin d'avoir gagné la partie et, dans son message du Nouvel An, il insista lourdement sur la menace que la Libye faisait peser sur le Tchad. Goukouni, en effet, n'avait pas désarmé. Réfugié dans le Tibesti, il venait de reconstituer son gouvernement et, avec l'aide matérielle et logistique des Libyens, il était également en train de se refaire une santé militaire.

Hissène Habré s'en aperçut bientôt. Le 20 février, une offensive pour reprendre le contrôle de Gouro échoua lamentablement et, un mois plus tard, les forces gouvernementales étaient obligées d'évacuer Ounianga-Kébir, au centre du désert saharien. Malgré une tentative désespérée, en mai, le poste d'Ounianga ne fut pas repris. Le mois suivant, les forces de Goukouni passèrent, à leur tour, à l'attaque. Faya tomba le 24 juin et, quinze jours plus tard, l'armée du GUNT s'empara d'Abeche. Un début de panique se déclara à N'Djamena, où les observateurs étrangers pensaient que les jours du gouvernement Habré étaient comptés. La situation ne fut redressée qu'in extremis. A la faveur d'une offen-

(19) AFP, *Bulletin d'Afrique*, 11 juin 1982.

(20) J.-P. Cot, *op. cit.*, p. 151.



sive audacieuse, pendant laquelle le président Habré prit personnellement en main les opérations, Abeche fut reprise et, après une opération-éclair risquée, les forces gouvernementales s'implantèrent même de nouveau à Faya. Une nouvelle escalade intervint alors : le colonel Kadhafi fit donner l'aviation libyenne et l'armée de Habré fut obligée d'abandonner la capitale du BET, le 10 août. C'est alors que le président Mitterrand déclencha l'opération « Manta » qui, en quelques semaines, amena environ 2 500 militaires français au Tchad pour s'installer sur une « ligne rouge » qui, à l'époque, suivait en gros le 15<sup>e</sup> parallèle.

### L'opération Manta : Barracuda de gauche ?

L'envoi d'un corps expéditionnaire au Tchad a sans doute été pour François Mitterrand une décision difficile et douloureuse ; elle est en fait la résultante d'un ensemble de pressions contradictoires auxquelles il a été soumis lors des quelques mois qui ont précédé son opération de sauvetage. Différents intérêts étaient en jeu, différents partenaires devaient être ménagés. En faveur de la non-intervention, ou du moins d'une intervention la plus discrète et la plus tardive possible, militait la sensibilité de certaines « tendances » — pour employer un terme tchadien — du Parti socialiste français, peu favorables au rôle de « gendarme de l'Afrique » tant décrié sous la présidence de V. Giscard d'Estaing. Sensibilité également du partenaire communiste qui, dès le début, a exprimé ses réserves au sujet de l'opération Manta. Sensibilité, encore, de la gauche du Tiers monde, toujours prête à dénoncer le néo-colonialisme, même quand celui-ci prend des gants. Contre une politique interventionniste militait également la volonté de M. Mitterrand de préserver de bonnes relations avec la Libye qui soutenait le GUNT sans vergogne tout en le niant obstinément en public. Pour ces raisons, le Président français s'est probablement fixé comme ligne de conduite globale de suivre pas à pas les initiatives libyennes, sans jamais prendre lui-même les devants. C'est pourquoi la France a attendu l'entrée en action de l'aviation libyenne avant de s'engager directement.

Cependant, M. Mitterrand était sommé par ailleurs d'agir bien plus vite et d'aller beaucoup plus loin. Par Hissène Habré, bien sûr, mais aussi par les États-Unis, désireux de donner une leçon à Kadhafi, et de préférence par France interposée. Tout au long de l'été 1983, M. Reagan bombarda de lettres et d'appels le Président français, en y ajoutant les avions AWACS dépêchés au Soudan. Tout ceci pour amener la France à « exercer correctement ses responsabilités au Tchad », comme l'avoua, début août, George

Schultz, secrétaire d'État américain (21). Les mises en demeure américaines furent relayées et amplifiées par tous les pays africains dits « modérés », obsédés par l'« impérialisme vert » du colonel Kadhafi et menaçant M. Mitterrand de se ranger sous le parapluie plus généreux des États-Unis en cas de défection de sa part. Comme le disait F.-L. Doubass, dans un éditorial de *Fraternité-Matin*, le 3 août :

*« L'heure est grave et le regard de tous les pays africains épris de paix se tourne vers Paris, qui doit faire quelque chose pour assurer la survie du Tchad (...). L'appel du président Hissène Habré doit être entendu en France comme étant un SOS lancé par un ami. Ne pas répondre positivement à cet appel ne peut être considéré en Afrique que comme un refus d'assistance à un ami en danger de mort »* (22).

C'était, de la part de l'éditorialiste ivoirien, toucher une corde sensible, corde qui a sans doute été déterminante dans la décision finale de François Mitterrand. C. Castéran l'a bien saisi en commentant dans les termes suivants le choix du Président :

*« Il y va de (...) l'autorité de la France en Afrique et dans le monde (...). Pour François Mitterrand aujourd'hui, comme hier pour Valéry Giscard d'Estaing ou Georges Pompidou, une évidence s'impose : sans son réseau d'amitiés et ses relations exceptionnelles en Afrique, la France est comme mutilée sur la scène internationale, elle n'existe plus comme puissance mondiale. Elle n'est plus que l'Allemagne ou l'Italie. François Mitterrand, justement, ne se fait pas cette idée-là de la France »* (23).

Le choix qui se posait au gouvernement socialiste dépassait, en effet, de loin le contexte purement tchadien. Abandonner le Tchad aurait signifié, d'après la théorie des dominos bien connue, que la France renonçait à son rôle de puissance mondiale. Théoriquement, Mitterrand aurait pu faire ce choix comme l'a fait l'Angleterre, au lendemain des indépendances africaines accordées vers 1960. Elle ne s'en porte peut-être pas plus mal et il en est de même pour l'Afrique anglophone. Il est cependant difficile d'assumer le rôle de « bradeur d'empire », surtout pour un président de gauche, et « gaullien » de surcroît. Et encore, en évo-

(21) AFP, *Bulletin d'Afrique*, 9 août 1983.

(22) F.L. Doubass, « Reconsidérer le refus », *Fraternité-Matin*, 3 août 1983.

(23) C. Castéran, « La troisième guerre du Tchad », *Le Matin*, 11 août 1983.

quant le choix effectué jadis par l'Angleterre, convient-il de noter que la France, par la force des données géographiques, se trouve en première ligne face à la Libye et que là où l'Angleterre a abandonné la défense de ses anciens protégés, les États-Unis ont pris la relève au pied levé (cas du Soudan), ce qui n'est pas forcément un mieux, même pour l'Afrique.

Comme on pouvait s'y attendre, les pressions en faveur d'une intervention militaire directe ont finalement eu gain de cause, mais, par le fait des pressions en sens contraire, la riposte a été graduée et mesurée. Comme M. Mitterrand l'a lui-même expliqué dans une très longue interview accordée au *Monde*, le 26 août 1983, l'intervention française revêtait un caractère uniquement dissuasif : il n'était pas question de faire la guerre à la Libye, à condition que celle-ci reste sur ses positions et ne franchisse pas la ligne rouge tenue par les parachutistes français. A quelques exceptions près, Manta a effectivement eu pour résultat de geler les opérations militaires depuis septembre 1983, ce qui constitue en soi-même un succès, étant donné les hécatombes qui ont saigné le Tchad au cours des dernières années. En essayant de ménager la chèvre et le chou, François Mitterrand n'a donc pas trop mal joué et sa solution représentait sans doute un moindre mal, comme le suggèrent les réflexions suivantes de H. Sada :

*« Trois possibilités s'offraient en août : laisser Goukouni et les Libyens arriver à N'Djamena ; attaquer les Libyens au nord du Tchad ; organiser une intervention du type Manta. C'est à partir de cela que l'engagement est jugé. Je n'ai pas vu grand monde le critiquer au nom de l'une ou de l'autre de ces options »* (24).

Comme le notait par ailleurs S. Maffert, dans le *Figaro* du 26 août 1983, bien que personne ne fût tout à fait satisfait du choix du Président français, personne, non plus, n'était vraiment mécontent. Même les partisans du GUNT ont en quelque sorte été ménagés par M. Mitterrand, car celui-ci a clairement laissé entendre que :

*« la France n'est intervenue (...) qu'à cause de l'invasion libyenne. Elle ne se mêle pas directement, je le répète, à la guerre civile (...). Elle n'a rien contre M. Goukouni, sinon que, en sollicitant l'intervention libyenne, il a provoqué*

(24) H. Sada, « Fallait-il laisser faire les Libyens ? », *Jeune Afrique*, 1187, 5 oct. 1983.

*l'internationalisation du conflit. La France veut réunir les conditions qui rendent possible une négociation » (25).*

Négociation, bien sûr, qui sauvegarderait au moins une partie des intérêts du GUNT.

On peut cependant noter que l'opération Manta relève plus de la continuité de la politique africaine de la France que du changement, car l'action de M. Giscard d'Estaing, en 1978-1979, visait au fond les mêmes objectifs (contenir la Libye, favoriser la réconciliation tchadienne), même si, pour des raisons conjoncturelles, les autorités françaises de l'époque ne pouvaient pas le dire aussi clairement.

### Quelques bavures

Toutes ces considérations ne veulent pas dire que la politique de M. Mitterrand n'est en rien critiquable. On peut lui reprocher, par exemple, sa lenteur. Bon nombre d'éditorialistes parisiens souhaitaient une intervention des Jaguars français dès juin 1983, quand Faya fut pour la première fois menacée. Il n'est pas sûr cependant qu'une intervention dans le ciel tchadien aurait suffi à cette époque à sauver à moindres frais la situation de M. Habré. On ne cache pas de source militaire les difficultés qu'aurait soulevées l'opération. Des Jaguars basés à N'Djamena ne pouvaient combattre au-delà de Faya et, en tout état de cause, des pertes, peut-être importantes, semblaient probables, car une telle intervention, en juin, aurait signifié une guerre ouverte entre la France et la Libye. De plus, comme le soulignait M. Mitterrand, la France, ayant pris l'initiative, se serait retrouvée au banc des accusés dans les instances internationales, alors qu'il « *devait être clair aux yeux de tous les pays du monde, et particulièrement des pays anciennement colonisés, que la volonté de guerre et de domination était celle de la Libye et non celle de la France* » (26).

Le même argument aurait joué si la France était intervenue encore plus tôt, en occupant Faya dès l'abandon forcé d'Ounianga-Kébir, en mars. Dans ce cas, cependant, l'argument militaire aurait été moins contraignant, car à ce moment ni les troupes du GUNT ni la Libye n'étaient suffisamment préparées pour une offensive d'envergure et les militaires français auraient pu s'installer dans le Nord sans être directement menacés pendant la phase, toujours délicate, du premier déploiement des troupes. Une telle solution aurait permis d'éviter certains problèmes ulté-

(25) « Les explications de M. Mitterrand sur la crise du Tchad », *Le Monde*, 26 août 1983.

(26) *Ibid.*

rieurs et l'on peut donc reprocher à M. Mitterrand d'avoir trop longtemps cru que le colonel Kadhafi ferait montre de plus de retenue qu'il ne l'a fait.

Sur ce reproche peut s'en greffer un autre concernant la mauvaise coordination des différents services français, dénoncée avec beaucoup de mordant par J.-M. Kalfèche :

*« Les Africains francophones (et bien d'autres) en ont marre. Marre de voir les conseillers pour l'Afrique du président de la République ne pas transmettre à leur patron les informations précieuses qu'on leur avait téléphonées depuis Washington (...). A la mi-juin, Félix Houphouët-Boigny est reçu à Washington et peut transmettre, à partir de là, des précisions pointues sur l'aggression au Tchad. Un peu plus tard, on peut vérifier que Penne n'a rien transmis du tout (...). De la même manière, rien n'a été transmis au plus haut niveau sur les conditions de combat à Gouro et à Ounianga-Kébir. Dès février et mars, l'ambassade de France à N'Djamena, les militaires à Paris avaient déjà averti M. Hernu de ce qui allait se passer : l'intervention des colonnes blindées libyennes. Apparemment, tout le monde s'en moquait et tout le monde a attendu la dernière minute pour réagir » (27).*

Ce mauvais fonctionnement des rouages de transmission expliquerait peut-être l'excès de confiance de François Mitterrand à l'égard du colonel Kadhafi.

Une autre bavure, qui a d'ailleurs coûté cher à l'armée du président Habré, relève probablement aussi de cette mauvaise coordination des services français. Il s'agit de la reprise de Faya, fin juillet, au sujet de laquelle J.-M. Kalfèche pose la question suivante :

*« Est-il vrai ou faux qu'en juillet (...) M. Idriss Miskine a été reçu par les conseillers de François Mitterrand pour les affaires africaines et par les conseillers de ses conseillers, lesquels lui auraient tenu à peu près ce langage : "Si vous attaquez Faya, nous réagirions au cas où il y aurait intervention de l'aviation libyenne, mais seulement dans ce cas", ce qui revenait à donner un feu vert à Hisseine Habré qui ne craignait vraiment que les avions de Kadhafi » (28).*

(27) J.-M. Kalfèche, « Pourquoi la France est intervenue si tard », *Le Quotidien de Paris*, 16 août 1983.

(28) J.-M. Kalfèche, « Les questions

auxquelles Mitterrand devra bien répondre un jour », *Le Quotidien de Paris*, 24 août 1983.

Or, l'Élysée n'a jamais clairement répondu à cette question, bien que certaines sources affirment que la France a discrètement suggéré à M. Habré de marquer une pause, trêve que celui-ci, tacitement encouragé par les Américains, n'aurait pas respectée (29). Il se peut que certains Français aient effectivement prodigué des conseils dans ce sens. D'autres Français, cependant, ont activement participé à l'opération contre Faya ; il s'agit de quelques dizaines de mercenaires, recrutés officieusement, d'après leurs propres aveux (30), par le Ministère de la Coopération, information qui, à notre connaissance, n'a jamais été démentie. Il est difficile de croire que le Ministère n'ait pas été au courant de la participation de « ses » mercenaires à l'opération-Faya, ce qui suggère que les Tchadiens ont bel et bien reçu, à un niveau ou un autre, un feu vert français, assorti probablement de la promesse d'une couverture aérienne sans laquelle le raid était suicidaire, comme les faits l'ont montré.

### Et maintenant ?

On a également reproché à M. Mitterrand de s'être engagé dans une opération qui ne pouvait aboutir qu'à l'enlèvement. S'interdisant de faire la guerre à la Libye, et ne fournissant pas non plus au gouvernement tchadien les moyens de la faire pour son compte, le Président français semblait en effet condamné à se résigner à un partage définitif du Tchad. Comme ironisait l'Agence tchadienne de presse, le 23 août 1983, dans un éditorial intitulé « Opération Manta ou le démantèlement du Tchad » :

*« La petite bourgade de Salal serait peut-être promue au rang de Pammunjon où siègeraient face à face et très courtoisement officiers libyens et français (...). Nous oserons croire que la mission des parachutistes français ne se réduira pas au balisage de la ligne de partage » (31).*

Un certain enlèvement s'est incontestablement produit et, jusqu'au printemps de 1984, il semblait bien que l'option mitterrandiste de ménager la chèvre et le chou n'aurait finalement comme résultat que de permettre à la chèvre libyenne de croquer tranquillement le chou nord-tchadien. Dès le début de 1984, des nouvelles inquiétantes faisaient état de mesures aboutissant à un

(29) F. Soudan, « Tchad : l'intervention graduée », *Jeune Afrique* 1179, 10 août 1983.

(30) J.-M. Bourget, « J'ai été merce-

naire à Faya-Largeau », *VSD* 326, 1-7 déc. 1983, p. 22.

(31) Cité par AFP, *Bulletin d'Afrique*, 25 août 1983.

véritable protectorat libyen sur les régions occupées par les troupes du colonel Qaddhafi. Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, cependant, et conformément à l'avertissement du Président français que « la Libye serait imprudente de spéculer sur l'usure du temps » (32), dans la partie de bras de fer entre la France et la Libye, c'est cette dernière qui a montré les premiers signes de fatigue. Depuis quelques mois, des rumeurs persistantes circulent au sujet des difficultés logistiques et financières de l'armée libyenne, sinon sa lassitude, alors que les relations entre le colonel Kadhafi et les principaux dirigeants du GUNT se dégraderaient progressivement.

La Libye serait-elle alors prête à décrocher, laissant ses protégés tchadiens seuls face à Hissène Habré, auquel cas leur défaite semble inéluctable ? Nous n'en sommes pas encore là, car il est peu probable que la Libye puisse envisager de se retirer sur un échec total. Un compromis politique entre le régime de M. Habré et le GUNT permettrait au colonel Qaddhafi de sauver la face, et cette solution a toujours été le but ultime de l'opération Manta. A ce niveau, cependant, la situation semble encore bloquée, bien que l'on parle de nouveau d'une éventuelle rencontre au sommet à Brazzaville. Si un tel sommet a effectivement lieu et s'il aboutit à une réconciliation durable, les Libyens, qui désirent avant tout l'instauration à N'Djamena d'un gouvernement ne leur étant pas foncièrement hostile, se retireront très probablement du Tchad. Pour François Mitterrand ce serait une victoire incontestable et pour le Tchad la fin d'une guerre civile qui n'a que trop duré. Espérons !

### Post-scriptum

Au moment de la correction des épreuves, cet article, rédigé en juillet 1984, est déjà partiellement dépassé. Nous préférons cependant le publier tel quel, sans rien y changer.

Ajoutons seulement que la fin de l'opération Manta ne correspond pas tout à fait au schéma décrit ci-dessus et souhaité par nous. En effet, le retrait des troupes françaises de la « ligne rouge » a été effectué avant que ne soit intervenue la réconciliation nationale qui semble de nouveau s'éloigner depuis l'échec de la conférence préparatoire de Brazzaville, fin octobre. Dans ces circonstances, le risque d'une reprise de la guerre civile est réel,

(32) *Le Monde*, 26 août 1983.

raison pour laquelle nous hésitons fortement à considérer l'accord franco-libyen comme une véritable victoire politique et morale pour François Mitterrand.

Notons encore que l'épilogue de la période Manta semble montrer, une fois de plus, que la politique africaine de la gauche française ne semble pas pouvoir se dérouler sans bavures. C'était pour le moins inélégant de ne pas informer, au préalable, les autorités tchadiennes de l'imminence d'un accord sur le retrait simultané des troupes étrangères. C'était pour le moins peu réfléchi d'avoir voulu imposer à M. Habré la présence au Tchad d'observateurs béninois, étant donné le soutien très actif de Cotonou aux recruteurs militaires du GUNT opérant au Bénin.

R. B.